

Retour sur 2021 : un an de lutte et de victoires pour la cause palestinienne

Description

Par Yumna Patel, le 28 décembre 2021

2021 a marqué un tournant pour les Palestiniens. La lutte pour la liberté et la libération palestinienne a connu des niveaux sans précédents de solidarité globale et d'unité parmi les Palestiniens malgré leur fragmentation forcée. L'année ne s'est pas passée sans problèmes, cependant.



Des Palestiniens participent à une manifestation à Gaza, le 10 novembre 2021, contre la décision israélienne de déclarer « organisations terroristes » six groupes palestiniens de défense des droits humains. (Photo: Mahmoud Nasser/APA Images)

L'année 2021 a marqué un tournant pour les Palestiniens. La lutte pour la liberté et la libération palestinienne a connu des niveaux sans précédents de solidarité globale. De Jérusalem à la Cisjordanie, à Gaza et aux communautés palestiniennes à l'intérieur d'Israël, les Palestiniens se sont dressés ensemble contre l'occupation israélienne et ont réclamé un avenir meilleur. Le combat contre l'expulsion forcée de Palestiniens à Sheikh Jarrah et Silwan a touché la scène mondiale, et de nouveaux groupes de défense des droits humains ont rejoint les appels à mettre fin à l'apartheid israélien.

Malgré les avancées de cette année vers la justice et l'égalité, 2021 n'a pas été sans difficultés pour les Palestiniens. Les Palestiniens sont entrés dans la deuxième année de la pandémie de coronavirus et comme beaucoup de pays du Sud, ils ont lutté pour mettre la main sur les vaccins salvateurs stockés par les pays les plus riches du monde.

Les Palestiniens ont été confrontés de violentes représailles contre leurs manifestations, non seulement de la part de l'occupation israélienne, mais aussi des autorités mêmes qui affirment les représenter en tant que peuple. Les dirigeants palestiniens une fois encore ont échoué à honorer leurs promesses d'élections libres, et les espoirs d'un nouvel avenir pour la jeunesse palestinienne ont été brisés. Les Gazaouis ont été confrontés à la pire offensive israélienne sur leur territoire depuis des années, une offensive qui a tué des centaines d'entre eux et causé des ravages supplémentaires sur une infrastructure déjà chancelante.

Des rues à la sphère numérique, les Palestiniens ont été primés et censurés à chaque tournant. Et malgré tout, leurs voix ont été entendues dans le monde entier comme jamais auparavant.

Les groupes de défense des droits déclarent Israël « un État d'apartheid »

Pendant des années, les Palestiniens ont assimilé les politiques racistes et discriminatoires d'Israël à un système d'apartheid, où les lois israéliennes et dans le territoire palestinien occupé sont conçues et appliquées différemment aux juifs et aux Palestiniens. En 2021, le terme « apartheid israélien » est entré dans le discours général lorsque des groupes de défense des droits ont déclaré qu'Israël est en fait un État d'apartheid.

Bâsetsem, le principal groupe de défense des droits humains en Israël a [publié un rapport d'urgence](#) en janvier 2021, affirmant qu'Israël est un État d'apartheid, parce qu'il y a des millions de Palestiniens et d'Israéliens vivant sous le contrôle d'un unique régime, mais avec des droits largement inégaux.

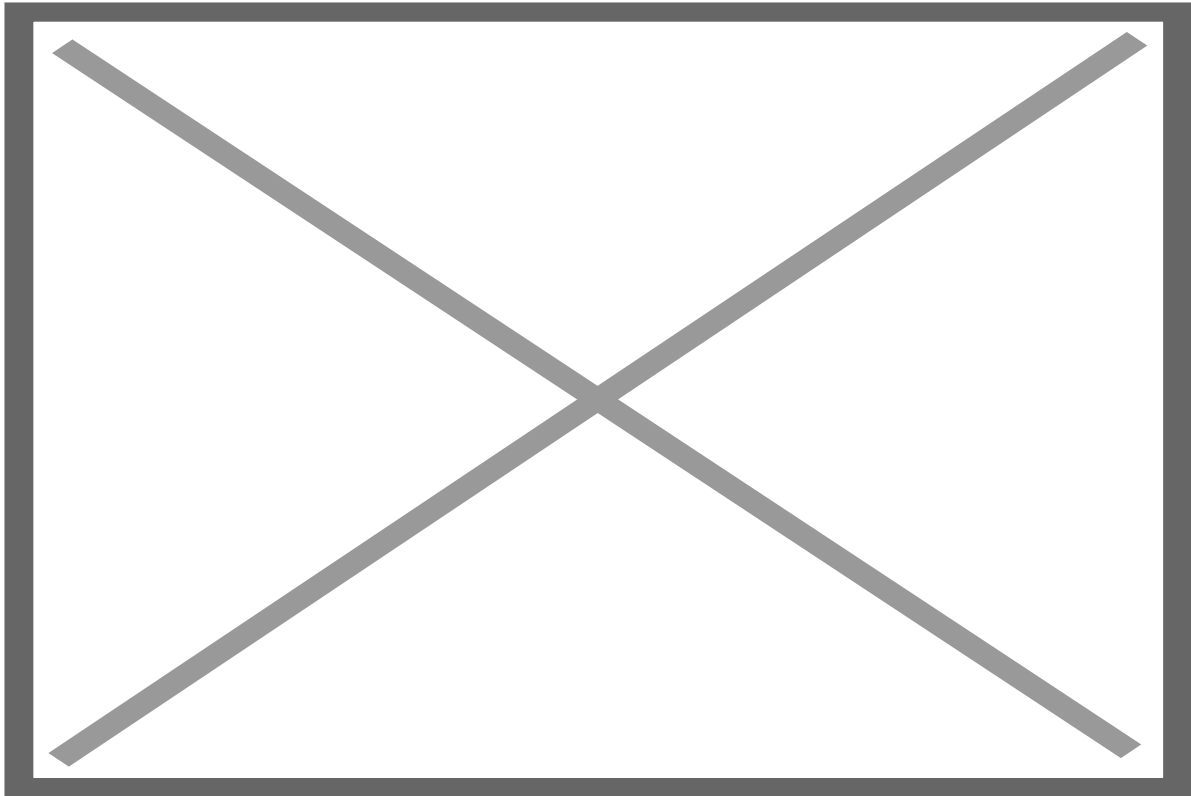
Dans la région entière entre la Méditerranée et le Jourdain, le régime israélien met en œuvre des lois, des pratiques et une violence d'État conçues pour cimenter la suprématie d'un groupe sur les juifs sur un autre : les Palestiniens. Bâsetsem

Quelques mois plus tard, Human Rights Watch a [publié un rapport](#) déclarant qu'Israël « privilégie de manière méthodique les Israéliens juifs par rapport aux Palestiniens grâce à des politiques discriminatoires », rendant ainsi Israël coupable du crime d'apartheid.

Les rapports ont été salués largement par les supporters des droits humains des Palestiniens, mais ont été vigoureusement repoussés par les dirigeants israéliens qui ont balayé les rapports comme de la « propagande » et ont accusé les groupes de « diaboliser Israël ».

Malgré ces rebuffades, d'autres groupes devraient suivre le mouvement cette année, l'apartheid israélien continuant de faire son chemin dans la langue vernaculaire générale.

Discrimination sur les vaccins contre la COVID-19



Des Palestiniens reçoivent des doses de vaccins contre le coronavirus à une clinique de Khan Younis dans le sud de Gaza, le 16 mars 2021. (Photo: Ashraf Amra/APA Images)

Alors que le monde entrait dans sa deuxième année de la pandémie de coronavirus, Israël a émergé comme le leader global de la distribution de vaccin contre la COVID-19 à ses citoyens. Israël est devenu le premier pays au monde à vacciner la majeure partie de sa population avec le vaccin et a conclu un marché avec Pfizer, acceptant de fournir à la compagnie un trésor de données médicales en échange pour des centaines de milliers de nouvelles doses de vaccins envoyées en Israël chaque semaine.

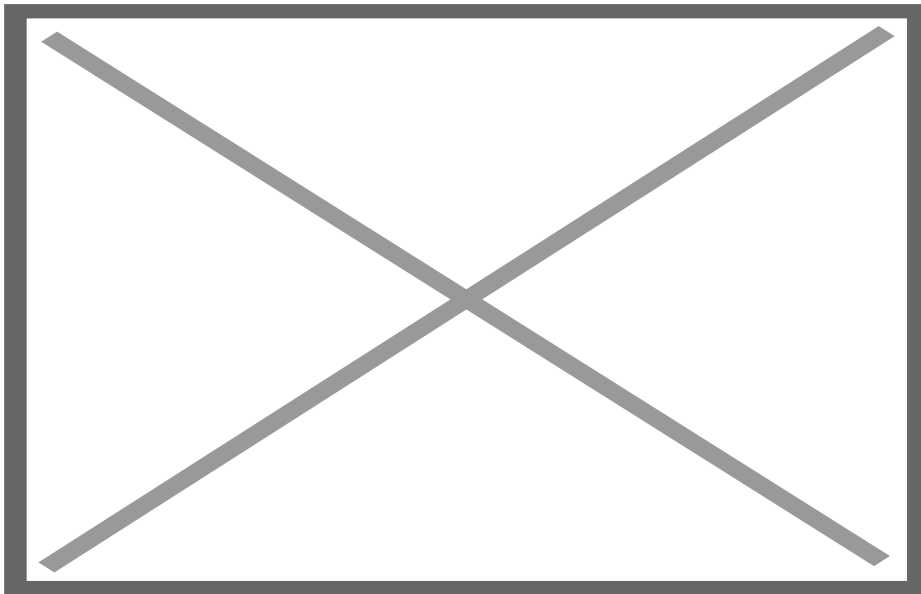
Mais pendant qu'Israël vaccinait ses citoyens, les Palestiniens vivant sous occupation israélienne en Cisjordanie et à Gaza continuaient à voir les cas de Covid augmenter, sans perspective de vaccins en vue. Israël a continué à nier son obligation, selon le droit international, d'offrir les vaccins salvateurs aux Palestiniens, ce que les groupes de défense des droits ont dit faire à « [partie de sa politique pour maintenir son régime d'apartheid de domination institutionnalisés](#) ».

Les responsables israéliens ont affirmé publiquement leur intention de [ne laisser aucun vaccin israélien entrer à Gaza](#), tandis que l'Autorité palestinienne accusait Israël de [retarder les envois de vaccins](#) dans le territoire occupé.

Et alors que les dirigeants israéliens insistaient sur le fait qu'ils vaccinaient tous les citoyens israéliens, indépendamment de la race ou de l'ethnie, de manière équitable et juste, y compris les deux millions de citoyens palestiniens de l'Etat, les défenseurs des droits humains ont souligné que ce n'était pas le cas.

Pendant que les citoyens palestiniens d'Israël s'inscrivaient pour recevoir le vaccin, exactement comme le faisaient les Israéliens juifs, les groupes de défense des droits ont affirmé qu'Israël employait [d'autres mécanismes de discrimination](#) quand il agissait de distribuer le vaccin, comme de ne pas fournir des informations vitales sur la COVID-19, dont des faits relatifs aux vaccins, disponibles en arabe.

Les élections palestiniennes ne se sont pas matérialisées, une fois encore



Le président palestinien Mahmoud Abbas préside un meeting du commandement palestinien dans l'enceinte présidentielle de la cité cisjordanienne de Ramallah, le 25 juillet 2019. Photo by Thaer Ganaim

Au début de 2021, les rues palestiniennes bruissaient de discussions à propos de quelque chose que beaucoup de Palestiniens ne pensaient plus jamais voir se produire : des élections.

Le 15 janvier, le président palestinien Mahmoud Abbas a annoncé que les élections présidentielles et parlementaires auraient lieu au printemps et pendant l'été, 15 ans après celle où il a élu pour la première fois, pour ce qui était supposé être un mandat de quatre ans.

A l'époque, l'annonce des élections a été considérée largement comme une tentative pour redémarrer les relations diplomatiques entre l'Autorité palestinienne et la nouvelle administration des Etats-Unis sous le président Joe Biden.

Beaucoup de Palestiniens doutaient que les élections auraient lieu : après tout, ce n'était pas la première fois qu'Abbas avait déclaré son intention d'organiser des élections à des élections qui ne se sont jamais matérialisées. Malgré cela, beaucoup de Palestiniens, particulièrement la jeunesse, avaient l'espoir que, pour la première fois, ils pourraient participer à des élections et voter pour un nouveau gouvernement.

Ces espoirs ont finalement été brisés, quand le maintien au pouvoir d'Abbas a été menacé par des concurrents de son propre parti, le Fatah, le conduisant à annuler les élections, à peine quelques jours avant la date où elles devaient avoir lieu, en mai. En cette fin d'année, une date pour les futures élections n'a toujours pas été déterminée.

#SaveSheikhJarrah



Ofer Cassif, membre du Parlement israélien sur la Liste jointe, frappé pendant des manifestations contre les expulsions de Sheikh Jarrah, Jérusalem occupée, 9 avril 2021. Du fil twitter de Nitzan Waisberg.

En 2021, l'histoire d'un petit quartier palestinien de Jérusalem-Est occupée a fait son chemin dans les foyers de millions de personnes tout autour du globe, quand des résidents de Sheikh Jarrah ont combattu de toute leur force contre leur éviction forcée de leurs maisons. Le hashtag #SaveSheikhJarrah [#SauvezSheikhJarrah] s'est répandu sur les réseaux sociaux alors que les Palestiniens sonnaient l'alarme à propos de l'expulsion imminente des familles du quartier.

Pendant des décennies, les familles ont lutté contre l'effort des organisations de colons [de les expulser de force et de s'emparer de leurs maisons](#). En mai cette année, l'affaire d'expulsion contre les familles de Sheikh Jarrah a été portée à la Cour suprême, qui a depuis refusé de prendre une décision, et opté pour contraindre les familles palestiniennes à « arriver à un accord » avec les colons essayant de les expulser. Les familles ont finalement [rejeté une proposition](#) de la Cour suprême israélienne qui aurait fait d'eux des « locataires protégés » dans leurs propres maisons, préparant un futur déplacement de leurs familles par les colons israéliens.

En 2021, alors que la menace de l'expulsion forcée planait sur leurs têtes, les résidents de Sheikh Jarrah ont mobilisé leur communauté, et le monde, pour lutter contre cette expulsion. Dans un effort pour attirer l'attention internationale sur leur cas, ils ont lancé la campagne #SaveSheikhJarrah, qui a conquis les réseaux sociaux.

Des figures comme Mohammed et Muna El-Kurd, qui sont nées et ont été élevées à Sheikh Jarrah, ont été catapultées sur la scène mondiale, gagnant au passage des millions de followers sur les réseaux sociaux alors qu'ils levaient leurs voix vers le monde entier, appelant à l'action contre Israël sur ce qu'ils ont appelé le nettoyage ethnique de leurs familles. Les sit-ins quotidiens et les manifestations à Sheikh Jarrah s'étendraient finalement au reste de Jérusalem et dans toute la Palestine, déclenchant le plus grand soulèvement collectif que les Palestiniens aient connu depuis des années.

L'« Intifada de l'unité »



George Zeidan, fondateur de Right To Movement Palestine, brandit un panneau disant « Nous ne sommes ni des Émeutiers, ni des terroristes, nous demandons notre liberté », pendant une manifestation le mardi 18 mai pour la grève générale en Palestine. Bethlém, Cisjordanie (Photo: Akram al-Waara)

Début mai, alors que le mois de Ramadan, sacré pour les musulmans, tirait à sa fin, l'attention entourant Sheikh Jarrah a gagné du terrain, ainsi que la répression des manifestations et les sit-ins pacifiques du quartier. En même temps, les tensions dans la Vieille Ville de Jérusalem se sont enflammées alors que les autorités israéliennes continuaient à réprimer la présence palestinienne dans la ville, arrasant des dizaines de jeunes Palestiniens pendant le Ramadan.

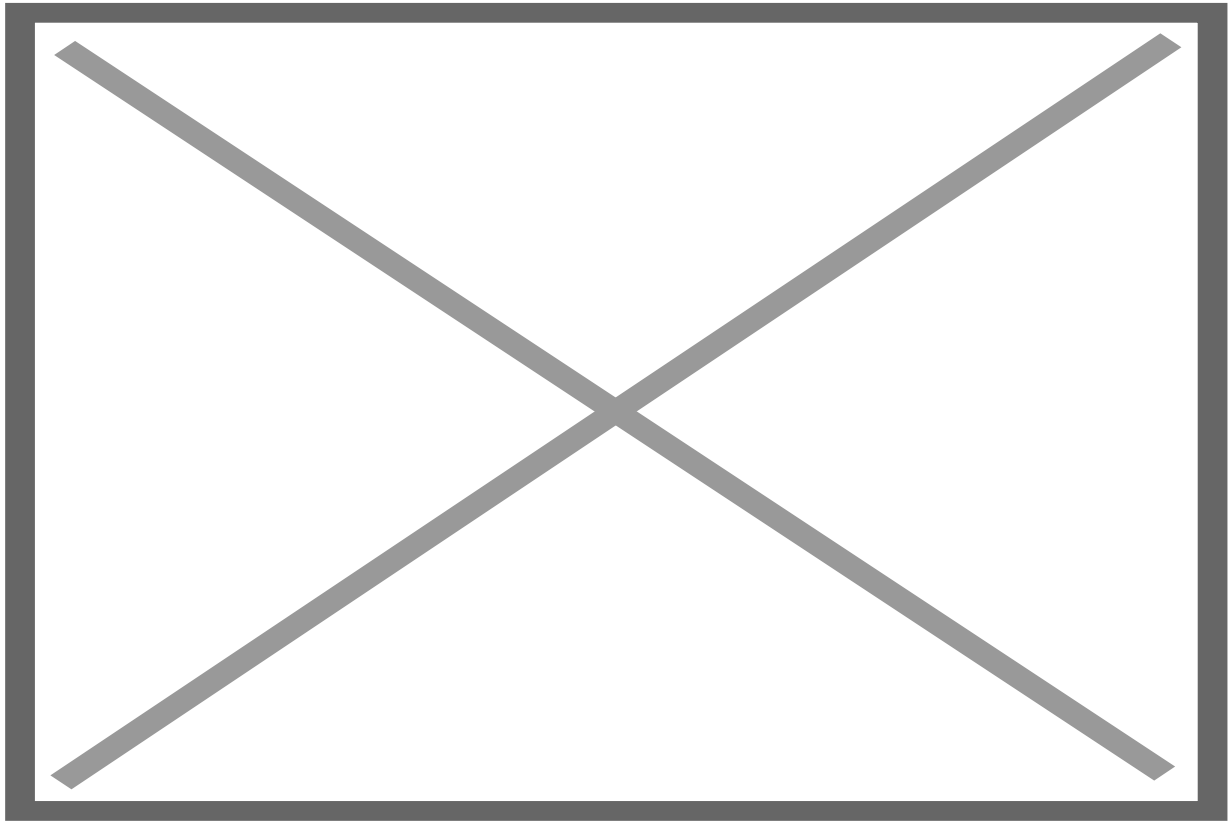
La violence de la police israélienne dans la ville a déclenché de plus en plus de manifestations et le 10 mai les forces israéliennes ont fait irruption sur le complexe Al-Aqsa, le troisième site le plus sacré de l'Islam, attaquant des milliers de fidèles qui priaient à l'intérieur du site sacré. Des centaines de Palestiniens ont été blessés par des balles de caoutchouc et des gaz lacrymogènes.

Les autorités du Hamas à Gaza ont juré de riposter, en donnant à Israël un ultimatum : retrait d'Al-Aqsa et de Sheikh Jarrah à 18h heure locale le 10 mai. Comme les autorités israéliennes n'ont pas obtempéré, le Hamas a commencé à lancer des roquettes depuis Gaza et Israël a commencé une offensive dévastatrice sur Gaza qui durerait 11 jours et tuerait des centaines de personnes.

La violence à Jérusalem et Gaza ont déclenché des manifestations massives en Palestine et dans le monde entier. Lorsque des foules d'Israéliens de droite ont lancé des attaques sur les communautés palestiniennes dans tout Israël, les Palestiniens se sont soulevés et ont exhorté les gens du monde entier à les soutenir solidairement.

Les Palestiniens vivant en Cisjordanie, à Jérusalem et à l'intérieur d'Israël ont participé à des manifestations et à des boycotts massifs dans le cadre de ce qui a été considéré comme les « [Soulèvements de l'unité](#) ». Une [grève générale](#) a été lancée dans toute la Palestine, et elle a connu des taux sans précédent de participation. Pour beaucoup de Palestiniens, cela a été la plus grande manifestation d'unité depuis des années entre la Cisjordanie, Gaza et la Palestine des frontières de 1948.

L'offensive dévastatrice d'Israël sur Gaza



Des ouvriers palestiniens enl'vent les d'combres de la tour al-Jawhara qui a 't' touch'e par des frappes a'riennes isra'liennes le 12 mai pendant la r'cente escalade militaire isra'lienne, ' Gaza le 15 juin 2021. Photo par Bashar Taleb

L'offensive de mai sur Gaza 'tait la quatri'me offensive d'vastatrice d'Isra'«I sur la Bande de Gaza assi'g'e depuis 2009. Pendant 11 jours, au moins 259 Palestiniens ont 't' tu's, dont 66 enfants selon les estimations. Selon les responsables de Gaza, [des familles enti'res ont 't' effac'es des registres de la populations](#) au cours de l'offensive. Les frappes a'riennes isra'liennes ont cibl' des quartiers r'sidentiels, [des bureaux des m'dias](#) et des infrastructures cl's de Gaza, qui luttait d'j' pour se remettre des trois offensives pr'c'dentes.

Au lendemain du cessez-le-feu, le ministre des Travaux publics et du Logement de Gaza a estim' qu'au moins 258 b'timents avaient 't' d'truits, comprenant 1042 unit's d'habitation et commerces. De plus, 769 unit's ont 't' s'v'ement endommag'es et rendues inhabitables, et 14536 unit's suppl'mentaires ont souffert de dommages mineurs, selon les estimations.

Human Rights Watch a dit qu'il y avait des preuves indiquant qu'Isra'«I [avait commis des crimes de guerre](#) pendant l'offensive, rapportant qu'au cours de son enqu'te sur trois frappes isra'liennes qui ont tu' 62 civils palestiniens, HRW avait d'couvert '« qu'il n'y avait pas de cibles militaires 'videntes dans le voisinage ».

L'association [' but non lucratif Airwars, bas'e au Royaume-Uni](#), a d'couvert que parmi les 1500 frappes a'riennes environ ex'cut'es par les forces isra'liennes, qui ont affirm' ne

cibler que des avant-postes militants et militaires, « les militants ont régulièrement ciblés dans des environnements non-militaires » par Israël, ce qui a conduit à de hauts niveaux de dommages civils.

En fait, selon Airwars, dans plus de 70% des incidents où des civils auraient été blessés à Gaza en mai 2021, ils n'ont découvert aucun rapport local ou officiel sur des militants ayant aussi été tués ou blessés dans les attaques. Autrement dit, les civils étaient les seules victimes connues.

Le rapport a indiqué que, comme c'est le cas avec les trois offensives précédentes sur Gaza, les enfants ont payé un prix particulièrement élevé pendant l'offensive, formant plus d'un tiers de toutes les victimes civiles rapportées.

Une année mortelle pour les enfants palestiniens



Des personnes endeuillées portent le corps de Mohammed al-Alami, 11 ans, qui a été tué par un soldat israélien alors qu'il rentrait chez lui avec sa famille, en revenant des courses. 29 juillet 2021 à Beit Ummar (Photo: Akram al-Waara)

2021 a été une année mortelle pour les enfants palestiniens, non seulement dans la Bande de Gaza, mais aussi en Cisjordanie et Jérusalem-Est occupées. Selon Defense for Children International à Palestine (DCIP), 2021 a été l'année la plus mortelle pour les enfants palestiniens depuis 2014.

Cette année, en date du 10 décembre 2021, 86 enfants palestiniens ont été tués dans le territoire palestinien occupé. Selon des membres de DCIP, Israël a tué 62 enfants à Gaza, et 15 en Cisjordanie et à Jérusalem Est. Au moins 2 des 15 ont été tués par des civils israéliens,

les autres ont été tués par les forces israéliennes.

Dans Gaza, DCIP a dit que sept enfants palestiniens avaient été tués par des tirs ratés de roquettes de groupes palestiniens armés et qu'un avait été tué par un engin non explosif.

Les forces israéliennes ont tiré cette année sur 17 enfants palestiniens avec de vraies balles et les ont tués, 15 en Cisjordanie et Jérusalem-Est, et deux dans la Bande de Gaza. Au moins neuf enfants palestiniens ont été abattus et tués dans le contexte de manifestations, alors qu'ils « ne présentaient pas de menace directe pour la vie ni de menace de causer de graves blessures quand on a tiré sur eux », a dit DCIP.

Voici les noms de certains des enfants qui ont été tués, et leurs histoires, que nous avons rapportés cette année :

[Ahmad Bani Shamsa, 16 ans, et Mohammed Hamayel, 15 ans](#) à Beita

[Yusef Nawaf Mhareb, 17 ans, et Munir al-Tamimi, 17 ans](#) à Ramallah

[Imad Khaled Saleh Hashash, 15 ans](#) à Naplouse

[Mohammed al-Alami, 11 ans](#) à Hébron

[Mohammad Nidal Younis Mousa, 15 ans](#) à Naplouse

Selon DCIP, depuis 2000, 2198 enfants palestiniens ont été tués à cause de l'armée israélienne et de la présence des colons dans le Territoire palestinien occupé.

L'assassinat de Nizar Banat par l'AP



Des manifestants palestiniens lors de la manifestation Ā HĀ©bron contre lâ??AutoritĀ© palestinienne aprĀ"s lâ??assassinat de lâ??activiste Nizar Banat, le 13 juillet 2021. (Photo: Ihab Alami/APA Images)

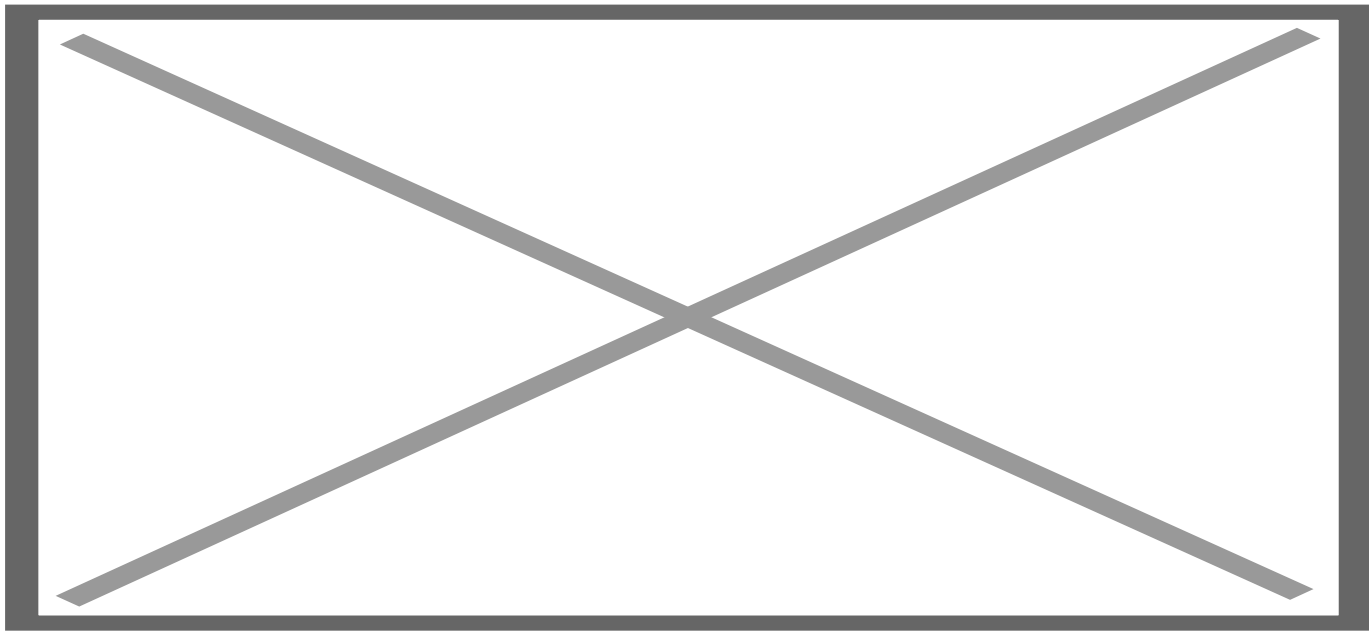
Aux petites heures du matin, le 24 juin, les forces de sĀ©curitĀ© de lâ??AutoritĀ© palestinienne ont envahi la maison de lâ??important activiste et dissident palestinien Nizar Banat. Sa famille dit quĀ??il a Ā©tĀ© aspergĀ© de gaz au poivre et brutalement frappĀ©, avec des matraques mĀ©talliques et Ā© coups de crosse, avant dĀ??Ā©tre emmenĀ© en prison. A peine quelques heures plus tard, Banat a Ā©tĀ© dĀ©clarĀ© mort.

LĀ??assassinat de Banat a instantanĀ©ment suscitĀ© lâ??indignation sur les rĀ©seaux sociaux et des [manifestations en Cisjordanie occupĀ©e](#), principalement dans la citĀ© de Ramallah, la capitale de facto de lâ??AP et une place forte pour le PrĀ©sident Mahmoud Abbas et son parti, le Fatah. LĀ??AP a dĀ©clenchĀ© une brutale rĀ©pression sur les manifestants, les forces de sĀ©curitĀ© de lâ??AP lanĀ©tant des gaz lacrymogĀ©nes et des bombes assourdissantes sur la foule, pendant des policiers en civil avec les services de renseignement et de sĀ©curitĀ© prĀ©ventive de lâ??AP, ainsi que des loyalistes du Fatah, attaquaient les manifestants avec des pierres et des battes de bois.

De nombreux manifestants ont Ā©tĀ© physiquement attaquĀ©s par des policiers en civil et trainĀ©s dans les rues avant dĀ??Ā©tre mis en dĀ©tention par des policiers en uniforme. Des journalistes ont rapportĀ© quĀ??ils ont Ā©tĀ© visĀ©s et que leurs camĀ©ras et leur Ā©quipement ont Ā©tĀ© dĀ©truits, tandis que des Palestiniennes ont rapportĀ© avoir Ā©tre sexuellement harcelĀ©es et attaquĀ©es. AprĀ"s les manifestations, [des activistes ont Ā©tĀ© arrĀ©tĀ©s et interrogĀ©s](#) en masse par lâ??AP, conduisant Ā© dĀ??autres condamnations internationales encore.

Le traitement brutal des manifestants a suscité encore plus d'indignation sur les réseaux sociaux et a conduit à des manifestations plus grandes et plus fréquentes qui se sont étendues à d'autres régions de la Cisjordanie. Malgré les appels des manifestants et des membres de la famille de Banat à ce que les responsables de son assassinat soient jugés publiquement devant les tribunaux, aucun procès public pour les assassins de Banat n'a jamais eu lieu.

La grande évasion par le tunnel



Les autorités israéliennes examinent le tunnel utilisé par six prisonniers palestiniens pour s'échapper de la prison israélienne de Gilboa, lundi 6 septembre 2021. (Photo: Réseau social)

Six prisonniers palestiniens ont choqué le monde en septembre en s'échappant d'une prison israélienne de haute sécurité par un tunnel qu'ils avaient creusé depuis leurs cellules, sans être détectés pendant des semaines par les gardes de sécurité de la prison.

Les prisonniers politiques, dont quatre avaient des condamnations à vie, se sont échappés de la prison de Gilboa dans le nord d'Israël, connue pour être l'une des prisons les plus militarisées et les mieux gardées. C'était la première évasion de prison depuis 1987, et l'une parmi seulement une poignée d'autres dans l'histoire palestinienne.

Les six prisonniers, Mahmoud Abdullah Ardah, Muhammad Qassem Ardah, Yacoub Mahmoud Qadri, Ayham Nayef Kammaji, Zakaria Zubeidi et Munadil Yaqoub Infaat, sont instantanément devenus des héros en Palestine, symbolisant une des plus grandes « victoires » collectives depuis longtemps, puisqu'environ 20% de la population palestinienne, et 40% de la population palestinienne mâle, a été emprisonnée par Israël à un moment donné de leurs vies.

Les six prisonniers ont finalement tous été recapturés par l'appareil de sécurité d'Israël, qui est embarqué dans une chasse à l'homme de plusieurs semaines dans une tentative pour récupérer de ce que des responsables de la sécurité ont décrit comme un

Àchec et une humiliation majeurs. Malgré la recapture des prisonniers, à« la grande évasion par le tunnel à» restera comme un moment important dans lâ??histoire palestinienne.

La censure des réseaux sociaux en Palestine



Illustration de la campagne à« Facebook, nous devons parler à» (Image: Jewish Voice for Peace)

Pendant des années, les réseaux sociaux ont joué un rôle crucial en apportant au monde le message des Palestiniens vivant sous occupation. Cette année, nous avons vu le vaste impact que les réseaux sociaux avaient pour galvaniser le soutien à différents mouvements de la base en Palestine, comme les tentatives pour #SaveSheikhJarrah. Bien que la lutte pour sauver Sheikh Jarrah des mains des colons dure depuis des décennies, nous avons vu cette année un soutien mondial sans précédent pour le mouvement, en grande partie grâce aux réseaux sociaux.

Mais en même temps que des niveaux de solidarité sans précédent avec les Palestiniens sur les réseaux sociaux sont arrivées de plus lourdes restrictions de la liberté de parole des Palestiniens sur les plateformes de réseaux sociaux. Des compagnies comme Facebook censuraient des contenus palestiniens sur leur plateforme depuis des années, travaillant avec le gouvernement israélien pour fermer et restreindre des comptes palestiniens accusés d« incitation à».

En 2021, la censure a atteint un nouveau niveau. Sous la pression dorganisations sionistes, Facebook a réfléchi sur la décision dgaler  sioniste à ou à sionisme à avec à judaïsme à ou à juif à, ce qui signifie quil pénaliserait toute critique des politiques sionistes sur la plateforme, une mesure qui affecterait de manière disproportionnée les Palestiniens critiquant les politiques dIsral dans les territoires occupés.

Pendant la vague de soulèvements populaires en mai, Facebook et Instagram ont été accusés de placer [des restrictions arbitraires sur les comptes dactivistes palestiniens](#), et de à bannir

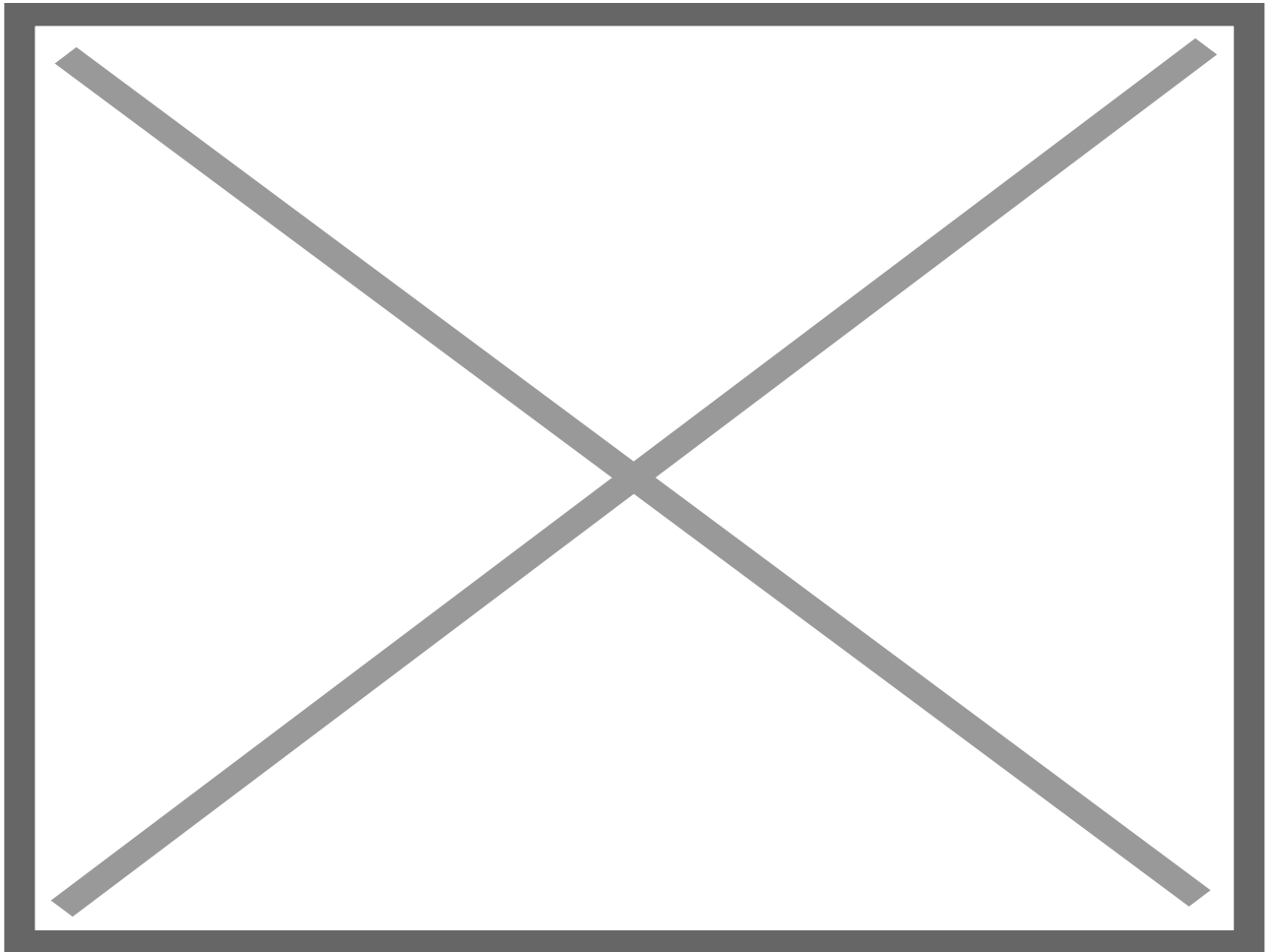
furtivement » des créateurs populaires de contenus qui postaient à propos des violations israéliennes contre des Palestiniens.

Le groupe palestinien de défense des droits numériques 7amleh a enregistré au moins [990 incidents concernant des violations des droits numériques](#) contre des Palestiniens en 2021. Les pires contrevenants ont été Facebook et Instagram, qui, réunis, ont pris 837 mesures contre des contenus palestiniens sur leurs plateformes, sous la forme de suspensions de comptes, de restrictions et de verrouillages. Parmi ceux ciblés se trouvaient des journalistes, des activistes et des individus ordinaires, Palestiniens.

« Le gouvernement israélien et les groupes semi-gouvernementaux rapportent beaucoup de contenus à Facebook afin de les faire démanteler, en insistant sur les choses qui sont par nature politiques ou tournent autour de la Palestine, des Palestiniens, de la résistance, etc. Les acteurs israéliens sont ceux qui rapportent beaucoup de contenus autour de l'occupation et des critiques de l'occupation », [a dit Nadim Nashif, le directeur de 7amleh, à Mondoweiss.](#)

Malgré une montée de la censure, Nashif a encouragé les Palestiniens et leurs soutiens à continuer d'utiliser les réseaux sociaux comme plateforme pour leur militantisme, et à soutenir la lutte contre la censure numérique : « Il est important de continuer à combattre pour les droits numériques et pour les droits humains en général. Ce n'est pas quelque chose que vous pouvez simplement quitter ou abandonner. Toutes nos vies deviennent des parties de l'espace numérique et nous devons continuer à combattre pour nos droits à l'intérieur de ces espaces. »

La violence des colons atteint des niveaux sans précédent



Un Palestinien de 75 ans et son fils ont été attaqués par des colons, la père souffrant d'une blessure à la tête. De Yesh Din le 13 janvier 2021. Il a été rapporté qu'un groupe de colons de la colonie de Gitit a attaqué des fermiers palestiniens avec des pierres et des bâtons quand ils ont essayé de travailler les terres appartenant aux villages d'Aqraba et de Majdal Bnei Pedal.

2021 a connu une augmentation vertigineuse de la violence des colons, [le Bureau de la coordination des affaires humanitaires \(OCHA\) des Nations Unies](#) rapportant au moins 450 attaques de colons contre des Palestiniens et leurs propriétés, du début de l'année au 20 décembre. Selon la documentation de l'OCHA, parmi ces attaques, 118 des incidents ont entraîné la mort ou des blessures pour des Palestiniens.

The Times of Israel a cité des responsables israéliens de la sécurité rapportant à « un pic drastique » de la violence des colons cette année, par rapport à 2020, le Shin Bet (l'agence de renseignements intérieurs d'Israël) rapportant 397 attaques cette année, contre 272 en 2020. Selon B'Tselem, 2021 a connu une augmentation de la violence des colons de 28,6 % en comparaison avec l'an dernier.

Au cours de l'année, nous avons été témoins de colons [attaquant des Palestiniens](#) et leur propriétés, [au cours d'attaques qui devenaient parfois mortelles](#). Des colons [ont attaqué des fermes palestiniennes toute l'année](#), et ont augmenté leurs attaques pendant la saison de

racoltes des olives.

Les deux derniÃres semaines de dÃcembre ont connu une augmentation nette de la violence des colons, aprÃs lâassassinat dÃun colon israÃlien. [Des colons ont lancÃ des attaques coordonnÃes](#) sur des maisons palestiniennes et des vÃhicules palestiniens lorsquâils roulaient le long dÃautoroutes importantes, conduisant Ã blesser des dizaines de Palestiniens et Ã endommager leurs propriÃtÃs.

Comme câest le cas avec la plupart des cas de violence des colons, les groupes de dÃfense des droits comme BÃtselem ont notÃ que les attaques Ãtaient souvent commises en pleine connaissance de la part de lâEtat et de lâappareil de sÃcuritÃ, et [souvent en coordination avec lâarmÃe elle-mÃme](#).

Ã« La violence des colons contre les Palestiniens fait partie de la stratÃgie employÃe par le rÃgime dÃapartheid dÃIsraÃl, qui cherche Ã sÃemparer de plus en plus de terres en Cisjordanie. LÃEtat soutient complÃtement, et aide, ces actes de violence, et ses agents y participent parfois directement. En tant que telle, la violence des colons est une forme de politique gouvernementale, avec lâaide et la complicitÃ des autoritÃs officielles dÃEtat et leur participation active Ã», a dit BÃtselem.

Attaque contre des organisations de la sociÃtÃ civile palestinienne



Des groupes de défense des droits dans le monde entier ont condamné la décision d'Israël de désigner comme « organisations terroristes » six groupes de la société civile.

Dans la plus vaste attaque contre la société civile palestinienne depuis des années, Israël a qualifié six groupes palestiniens de « organisations terroristes » en octobre, affirmant que ces organisations avaient des liens avec le Front populaire de libération de la Palestine (PFLP), un groupe de résistance marxiste-léniniste qu'Israël considère, comme plusieurs autres factions politiques palestiniennes, une « organisation terroriste ».

Sur la liste figuraient des institutions de premier plan comme Addameer, Al-Haq, Defense for Children International à Palestine, le Bisan Centre for Research and Development, l'Union of Palestinian Women's Committees, et l'Union of Agricultural Work Committees.

Malgré son [échec à fournir des preuves solides de ces affirmations](#), Israël a mis hors la loi le travail de ces organisations à l'intérieur d'Israël et en Cisjordanie occupée, donnant le feu vert pour la fermeture imminente des bureaux des organisations en Cisjordanie, la saisie de leurs contenus, le gel de leurs comptes bancaires et l'arrestation et l'emprisonnement de leur personnel.

Plusieurs membres du personnel des six organisations ont aussi été les [cibles d'un piratage par NSO](#), leurs téléphones étant visés par Pegasus, le logiciel espion de niveau militaire.

En réponse à la criminalisation de leurs organisations, les six groupes ont dit : « Cela représente un effort alarmant pour criminaliser et saper leurs efforts à avancer la réalisation des droits humains des Palestiniens et la poursuite de la reddition de comptes par des mécanismes internationaux en discréditant leur travail essentiel, en les isolant de la communauté internationale et finalement en coupant leurs sources de financement. »

Vers 2022

En 2022, les Palestiniens avanceront dans leur 55e année d'occupation, et dans les 74 ans depuis le début de leur nettoyage ethnique. Le monde entrera dans sa troisième année sous la pandémie de coronavirus, qui présente encore plus de problèmes pour les Palestiniens sous occupation. Comme des Palestiniens ordinaires continuent à transmettre leur cause au monde, nous verrons plus de personnes dans le monde entier rejoindre l'appel à mettre fin à l'apartheid israélien. Avec la croissance des mouvements de base comme BDS, nous verrons aussi Israël redoubler ses attaques contre les groupes palestiniens de défense des droits et les organisations palestiniennes de la société civile.

Regardant vers le futur, Nadim Nashif, le directeur de 7amleh, a incité les Palestiniens et leurs soutiens à continuer à utiliser des outils comme les réseaux sociaux pour attirer plus d'attention sur la cause palestinienne, en disant : « Les gens doivent continuer à utiliser les réseaux sociaux. Cela a un grand pouvoir, particulièrement pour les Palestiniens. Cela nous donne le pouvoir de documenter les violations des droits humains, d'élever notre voix, et cela nous donne une bonne occasion, malgré tous les problèmes, de nous faire entendre. »

Source : [Mondoweiss](#)

Traduction CG pour lâ??Agence mÃ©dia Palestine

Tags

1. 1er janvier
2. 2021
3. 2022
4. 31 dÃ©cembre
5. annÃ©e
6. cause palestinienne
7. luttes
8. Mondoweiss
9. nouvel an
10. victoires
11. Yumna Patel

date crÃ©Ã©e
2022/01/04